

Après le 18 octobre, après le 20 novembre, il s'agit de construire ensemble les suites à donner à la mobilisation.

Nos organisations souhaitent informer et mobiliser les personnels de l' Education Nationale, les élèves, les parents d' élèves et leurs associations en organisant :

**UNE ASSEMBLEE GENERALE
LE MERCREDI 05 DECEMBRE 2007
A partir de 17h00**

SALLE POLYVALENTE DU LYCEE D'EMBRUN

Rémunérations

Nous subissons une perte de pouvoir d'achat de 6,5 % depuis janvier 2000, mais le ministre refuse toute ouverture de négociation salariale. Il se limite à des mesures catégorielles ponctuelles qui concernent moins de 2 % des personnels.

le système éducatif

Au nom du dogme du non remplacement de tous les départs en retraite, de nouvelles suppressions sont prévues au budget 2008 : 11 200 dans l'Education, 22 900 dans la Fonction publique.
1 création de poste pour 45 élèves supplémentaires dans le primaire, 1 suppression de poste pour 8 élèves de moins dans le secondaire !?

Métier d'enseignant

Les luttes de l'an dernier ont conduit à l'ouverture de discussions sur le métier d'enseignant. Le constat de la dégradation, de la complexification, de l'intensification du travail n'est plus à démontrer, mais le ministre cherche à botter en touche.

Nous ne sommes dupes ni des objectifs poursuivis : remodeler le métier dans le sens de plus de flexibilité, de polyvalence, d'obligation de résultats, l'enseignant devenant évaluateur plus que concepteur de son enseignement..., ni du cadre borné par les contraintes budgétaires.

Carte scolaire

Pour N. Sarkozy, elle serait « l'instrument de la ségrégation ». Pourtant, ce sont bien les politiques de l'emploi, de la ville et du logement qui accroissent les écarts entre groupes sociaux et concentrent la pauvreté dans les quartiers où les inégalités imprègnent l'école, dès la maternelle.

Précarité

Les suppressions répétées d'emplois ferment toute perspective pour les précaires.
Le CDI ne concerne qu'une infime partie d'entre eux -et ne garantit pas le réemploi ! Il n'est donc pas la bonne réponse.

Retraites

En mettant au devant de la scène les régimes spéciaux de retraites et en procédant par ultimatum, le Président tente de diviser les salariés, escamotant le soutien de l'opinion publique.

Le gouvernement reporte à 2008 le réexamen de l'ensemble du dossier "retraites" pour égaliser tout le monde, public et privé, à 41 ans puis à 42..., avec à la clef, une baisse générale du niveau des pensions.

Les mesures de 1993 et de 2003 n'ont rien réglé.

Il faut exiger d'autres contenus de négociation.

Education prioritaire, fin de l'école le samedi, études surveillées, report de la réforme STI, généralisation du bac pro 3 ans..., autant de sujets d'inquiétude